

Europe. Pour un second souffle

Henri Weber

Pour sauver et réorienter l'Europe, le député européen Henri Weber propose des réformes concrètes pour surmonter la crise des dettes souveraines et du système bancaire, pour retrouver une croissance forte et durable et pour démocratiser l'Union européenne.

*Europe. Pour un second souffle, d'Henri Weber.
Essai publié par la Fondation Jean-Jaurès, 27 août 2013*

Synthèse

I - RÉPARER LES VICES DE CONSTRUCTION INITIAUX

Pour sauver l'euro et l'intégrité de la zone euro, un Mécanisme européen de stabilisation (MES) a été mis en place, les missions de la Banque centrale européenne ont été élargies, une Opération de refinancement à long terme d'une durée de trois ans a vu le jour, un projet d'Union bancaire a été adopté, un processus d'Union budgétaire a été engagé sur cinq ans pour veiller à la stricte application du Pacte de stabilité et de croissance. Mais les réformes réalisées depuis 2010 ne réparent pas les vices de construction initiaux de l'euro et de la zone euro que sont l'absence d'une Banque centrale européenne complète, l'absence d'un gouvernement économique et la faiblesse structurelle du budget européen, limité dans le meilleur des cas à 1,24 % du revenu national brut (RNB) de l'Union.

II - POUR UN NÉOKEYNÉSISME CONTINENTAL ET ÉCOLOGIQUE

Une nouvelle stratégie de croissance et de développement à l'échelle continentale a été adoptée en juin 2010 : la Stratégie « Europe 2020 » pour promouvoir « une croissance intelligente, durable et inclusive », mais elle n'est pas financée. Le système de financement de l'Union européenne est à bout de souffle. Reposant à 85 % sur les contributions des Etats membres – prélevées sur leurs budgets nationaux –, il se heurte à leur mauvaise volonté ou à leur impécuniosité. La solution consiste à réformer en profondeur ce système, en développant des « ressources propres », indépendantes des budgets nationaux, comme le sont la Taxe sur les transactions financières, les obligations européennes dédiées à des projets, ou une TVA européenne de 1 %. Mais surtout, les fonds publics européens doivent servir de capital d'amorçage pour attirer l'épargne privée à long terme, européenne et internationale. Enfin, pour renforcer le potentiel de croissance européen, les socialistes proposent encore d'investir massivement dans la matière grise – recherche, universités, éducation, formation permanente des adultes – et dans la santé.

III - QUEL SAUT DÉMOCRATIQUE ?

La crise de la démocratie européenne est, on l'a dit, à la fois une crise d'efficacité, une crise de légitimité et une crise de solidarité. Les fourmis du Nord ne veulent plus payer pour les cigales du Sud. Mais si beaucoup s'accordent sur la nécessité d'améliorer la gouvernance et la légitimité de l'Union et de progresser résolument vers une Union politique, il n'existe pas de consensus sur la conception de cette union entre les ultra-fédéralistes, les partisans de la méthode intergouvernementale et les fédéralistes par la règle. Une meilleure représentativité du Parlement européen, une meilleure coopération entre ce dernier et les parlements nationaux, l'élection d'un président de la Commission au suffrage universel indirect, la promotion de la collégialité et la prise de décision à la majorité qualifiée au Conseil sont parmi les réformes institutionnelles à mettre en œuvre.